

Une monnaie commune mondiale pour s'émanciper du dollar

Yves Dimicoli

Le dollar est la clef de voûte du système de domination néo-impérialiste mondial des États-Unis. Monnaie nationale instituée, de fait, monnaie commune mondiale de domination, il est au cœur d'un nouveau choc systémique qui se profile, plus profond que celui de 2007-2008. D'où l'absolue nécessité de commencer à travailler en commun à une émancipation, en s'appuyant sur toutes les forces sociales de « dé-dollarisation » dans le monde pour aller, à partir de la monnaie du FMI (Droits de tirage spéciaux) transformée et une refonte démocratique des institutions monétaires et financières internationales, vers la promotion d'une véritable monnaie commune mondiale de coopération qui soit, enfin, celle de toute l'humanité.

1. Fort Knox est un camp militaire de l'armée américaine situé aux États-Unis dans lequel, depuis 1937, le gouvernement fédéral entrepose les réserves en métal précieux du pays.

Le dollar monnaie mondiale commune de domination

Actant l'hégémonie occidentale des États-Unis d'après-guerre, la conférence de Bretton Woods consacre, en 1944, leur monnaie nationale comme monnaie internationale: le dollar sert à définir les autres monnaies nationales et lui seul est convertible en or.

Dès la fin des années 1950, l'expansion impérialiste des groupes américains, en Europe et en Amérique latine notamment, fait s'enfler les déficits extérieurs des États-Unis. Cela alimente le monde en dollars replacés auprès du Trésor américain, relayant les aides Marshall pourvoyeuses jusqu'ici de cette devise aux partenaires des États-Unis.

C'est alors que prend forme le « dilemme de Triffin » du nom de celui qui, le premier, l'a décrit :

- Soit la balance globale du pays de la monnaie internationale est déficitaire, ce qui permet aux autres pays de disposer de moyens de paiements, mais cela sape à terme sa solvabilité et, donc, la confiance dans sa monnaie;

- Soit sa balance est excédentaire, mais cela provoque un manque

de liquidités internationales et une crise.

Or, en 1971, le déficit extérieur américain croissant et la flambée des dépenses pour la guerre au Vietnam font perdre confiance dans le dollar. Les détenteurs non américains demandent aux États-Unis de les convertir en or jusqu'à risquer d'épuiser les réserves de métal jaune détenues, à titre de garantie, dans les coffres de Fort Knox¹. Nixon décide alors unilatéralement l'inconvertibilité du « Billet vert » en or. C'est la fin de Bretton Woods.

Prend forme, dans la foulée, un système, ancré au dollar et à la FED, dans le quel la valeur relative des monnaies varie quotidiennement sur les marchés de change: elles décrochent de l'or et de gigantesques capitaux se mettent à flotter à travers le monde. Ce décrochage s'accroît quand, en 1981, la FED – système de banques centrales US – relève fortement les taux d'intérêt en dollar pour aspirer les capitaux flottants, tandis que les autres banques centrales occidentales vendent leur or.

La création monétaire du dollar est alors rendue très extensible. Cela favorise les importations de capitaux par les États-Unis et l'expansion dominatrice formi-

dable de leurs multinationales, jusqu'en Chine qu'elles transformeront en atelier d'assemblage à bas coût, au prix de déficits accrus par une « désindustrialisation » des États-Unis.

À l'opposé de l'impérialisme classique, le néo-impérialisme américain repose plus sur les importations de capitaux que sur leurs exportations, l'Europe, le Japon, les banques centrales asiatiques se précipitant sur les titres publics ou bons du Trésor des États-Unis.

Washington peut alors d'autant plus engager d'énormes dépenses publiques sans avoir à effectuer de prélèvements correspondants sur les profits et les capitaux intérieurs que les services publics et la protection sociale y sont faibles. D'où des taux d'accumulation, de croissance et d'emploi supérieurs à ceux de la zone euro où les modèles sociaux, avec des services publics et des systèmes de protection sociale autrement plus développés, requièrent impôts et cotisations.

Cela n'aurait jamais pu se faire sans les institutions du dollar, toutes non onusiennes, chargées aujourd'hui de veiller à la « stabilité financière » d'un système de plus en plus instable et d'imposer des cures ravageuses aux pays endettés en difficulté

au profit des grands créanciers, américains notamment : le FMI, le groupe de la Banque mondiale², les banques africaine et asiatique de développement, la banque des règlements internationaux (BRI), l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Washington, secondé par les dirigeants des pays du G-7, y domine avec, par exemple, un droit de veto de fait³ sur les décisions importantes du FMI, cœur battant de ce système institutionnel néo-impérialiste.

En 1969 ont été créés les droits de tirage spéciaux du FMI, les DTS⁴,

qui donnent droit à toute banque centrale détentrice de tirer, en échange, de la monnaie des autres banques centrales, complétant ainsi les réserves officielles. Ils sont définis par un panier de monnaies où le dollar, s'il prédomine, voit sa place reculer : depuis 1999 avec l'euro, depuis 2016 avec le Yuan⁵. Washington a toujours cherché à contenir son essor, y voyant un rival pour le dollar.

Le monde drogué au dollar américain

Il libelle 87 % des quelque 6 600 milliards de dollars de transactions

quotidiennes sur les marchés de change⁶. Pour l'euro c'est 33,4 %. Il est donc la seule monnaie d'intervention hors de l'Europe et du Japon. Sa part dans les réserves de change dépasse les 60 % (61,6 %) contre 20,35 % pour l'euro⁷.

Pourquoi cette appétence ?

En fait, aujourd'hui encore, le dollar est reconnu par tous ceux qui l'utilisent et veulent s'en procurer comme le meilleur instrument pour réaliser au plan international les trois fonctions essentielles d'une monnaie : unité de compte, moyen de paiement et réserve de valeur.

Premièrement, son rôle est prédominant dans le commerce international : plus de la moitié des échanges sont facturés et réglés en dollars (50,3 %) contre 37,3 % pour l'euro. Cela tient :

1. À l'existence d'une « zone dollar » avec des économies dont les monnaies lui sont liées. Équivalente à près de la moitié du PIB mondial, l'économie US en constitue moins d'un quart.

2. Au fait que des produits essentiels sont facturés uniquement en dollars : le pétrole, l'énergie, les matières premières, l'alimentation, les matériels de transports.

3. Aux choix des firmes : le dollar prédomine dans les principales

2. La BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), l'AID (Association internationale de développement), la SFI (Société financière internationale), l'AMGI (Agence multilatérale de garantie des investissements) et le tristement célèbre tribunal arbitraire du CIRDI (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements).

3. Les décisions les plus importantes (prêts, budget, répartition des droits de vote, etc.) nécessitent de réunir 85 % des voix. **Les États-Unis disposant de 16,73 % des votes, ils jouissent d'un droit de veto de fait.** De plus, un vote de consensus des 10 pays les plus riches suffit à atteindre une majorité absolue (57,99 %). À l'inverse, une union de tous les pays dits « en développement » ne suffit pas. Le Groupe de la Banque mondiale est organisé exactement de la même manière et selon la même logique que le FMI avec un droit de veto de fait de Washington.

4. Les DTS sont alloués aux pays membres proportionnellement à leur quote-part au FMI. La somme des quotes-parts de tous les pays membres du FMI atteint 238 milliards de DTS, dont 42,1 milliards pour les seuls États-Unis (soit près de 17,7 % du total).

5. Les pondérations respectives du dollar, de l'euro, du renminbi (yuan), du yen et de la livre sterling sont les suivantes : 41,73 %, 30,93 %, 10,92 %, 8,33 % et 8,09 %.

6. Chiffres publiés lundi 16 septembre 2019 par la Banque des règlements internationaux.

7. La part du dollar a été en baisse constante sur les dernières décennies, puisqu'elle s'élevait encore à 70 % au début du siècle, contre plus de 80 % dans les années 1970.

Quelques indicateurs de l'utilisation internationale de monnaies clés

En % du total mondial

Tableau V.2

	Dollar	Euro	Livre sterling	Yen	Renminbi	Total (milliards de mds d'USD)
Volume journalier de transactions de change ¹ , avril 2013	87,0	33,4	11,8	23,0	2,2	5,3
Réserves de change ² , T4 2014	62,9	22,2	3,8	4,0	1 ³	11,6
Dépôts internationaux d'entités non bancaires auprès de banques ⁴ , T4 2014	57,3	22,7	5,2	2,9	1,9 ⁵	9,8
Encours de titres de dette internationaux ⁴ , T4 2014	40,4	40,9	9,6	2,0	0,6	21,9
Facturation/règlement des échanges commerciaux internationaux, 2010-2012	50,3	37,3	1,4	.

¹ Le total est égal à 200 %, car chaque transaction fait intervenir deux monnaies. ² À partir des données COFER du FMI. ³ Estimation approximative de la BRI tirée notamment du rapport sur l'internationalisation du renminbi (en chinois uniquement) de la Banque populaire de Chine (juin 2015). ⁴ Mesure large comprenant les encours intra-zone euro. ⁵ Part minimale reposant sur les dépôts bancaires internationaux libellés en renminbi, qui sont déclarés par un sous-groupe de pays déclarants BRI.

Source : 85^e Rapport annuel B.R.I., p.103.

multinationales, elles-mêmes américaines. Au-delà, les entreprises recourent plus au dollar à l'international pour éteindre leurs dettes et assurer leur liquidité.

Dans les échanges intra-européens et dans les exportations hors d'Europe l'euro prédomine, mais pas dans les importations.

La valeur du dollar impacte la demande mondiale, le coût du crédit, l'inflation. Cela concerne d'abord les pays émergents dont les banques centrales sont tenues d'avoir beaucoup de réserves en dollars.

Deuxièmement, les banques non américaines sont sans cesse en quête de liquidités en dollars : selon la BRI, un tiers du commerce mondial est supporté par au moins un financement bancaire dont, en 2014, l'équivalent de 2 800 milliards de dollars en lettres de crédit libellées à 80 % dans cette devise⁸.

Aussi, les dépôts internationaux non bancaires auprès de banques sont libellés à plus de 57 % en dollars, contre 23 % en euro.

Puisque le dollar est une monnaie nationale, les non américains commerçant en dollars doivent pouvoir accéder au système bancaire des États-Unis, seuls à disposer du refinancement en dollars de la FED. C'est une très lourde contrainte ! Une récente étude du FMI⁹ indique que les banques non américaines, européennes en particulier, sont très vulnérables à une perturbation du financement en dollars.

Les banques centrales non américaines ne peuvent pas créer de dollars. Elles disposent certes d'un accès au guichet de la FED, mais moyennant un intérêt et en assumant seules les risques des crédits ensuite octroyés.

La fragmentation des chaînes de valeur mondiale des multinationales, l'ouverture générale à la globalisation financière, sa domination sur le crédit bancaire pour des surendettements et les opérations spéculatives, sans parler de la prolifération des services bancaires parallèles (shadow banking) appuyant la fraude, la corruption et le banditisme, ont fait exploser l'usage et le besoin du dollar.

Monnaie des énergies carbonées, il est au cœur du capitalisme financier et de la civilisation du moteur thermique qui désormais

détruit la planète. Il ne peut être l'instrument d'une transition écologique réussie.

Bras de fer face aux risques d'effondrement du système

Depuis la crise financière on se retrouve avec :

– Une gigantesque trappe à liquidités.

– Un système financier en partie décroché du réel, tournant sur lui-même, avec des bouffées spéculatives faisant prospérer de grands Fonds d'investissement.

– Des banques centrales piégées par un amoncellement de dettes en dollars : toute remontée des taux d'intérêt ou tout arrêt de leurs politiques de rachats d'actifs financiers peut déclencher la panique.

Bref, drogué au dollar comme jamais, le monde devient fou à l'idée d'en manquer.

Or, on va vers un éclatement de l'excès des dettes, publiques notamment, surtout pour les États-Unis avec la chute à venir des cours affectant la masse énorme de bons du Trésor. Cela obligerait à un relèvement des taux d'intérêt à long terme américains. Les banques centrales détentrices de bons du trésor US seraient alors placées au défi de changements radicaux, surtout pour la Banque de Chine (3 800 milliards de dollars de réserves dont un tiers en ces bons du Trésor).

Une rude partie de bras de fer est engagée !

Pour le sommet du G-20 à Londres en avril 2009, la Chine, qui veut rééquilibrer sa croissance vers sa demande intérieure et cesser d'être l'atelier d'assemblage industriel des multinationales US, japonaises et européennes, proposait d'accroître le rôle d'instrument monétaire international des DTS, au détriment du dollar, en écho à une proposition faite dès 1981 par P. Boccara.

À ce même sommet du G-20, Washington, secouée par la crise financière qui venait d'avoir lieu, était obligée d'en accepter l'émission en catastrophe pour 250 milliards de dollars, mais à 44 % pour les pays riches, puisque les allocations se font en fonction des quotes-parts de chaque pays membre. Le pays pauvres ramassaient des miettes.

En 2010, actant la montée irrésistible en puissance de la Chine, les dirigeants occidentaux font entrer le yuan dans le panier des DTS à la 3^e place, derrière le dollar et l'euro, mais devant le yen et la livre britannique.

Simultanément, Pékin internationalise sa monnaie nationale pour attirer plus de capitaux, alléchés par la promesse d'un double essor de la demande intérieure et de la maîtrise technologique, de façon certes contrôlée, mais non sans flirter avec le capital financier mondialisé qui contribue à la suraccumulation.

Pékin veut faire reculer l'emprise des institutions du dollar. On lui doit la tenue annuelle d'un sommet des BRIC's, la création de la Banque asiatique d'investissements pour les infrastructures et celle de la Nouvelle banque de Développement des BRIC's, autant d'échecs pour Washington.

Des tentatives d'émancipation ont eu lieu aussi en Amérique latine avec la création de la Banque du Sud¹⁰ et celle du « Sucre »¹¹, monnaie commune des pays membres de l'a.l.b.a (Alliance bolivarienne des peuples d'Amérique). Mais elles se heurtent désormais à la contre-offensive de Trump avec la CIA et les couches des populations locales les plus fortunées.

De son côté, la Russie a réduit ses opérations internationales en dollars au profit de l'euro et du rouble. Russie et Chine ont décidé d'utiliser leurs monnaies nationales dans les échanges réciproques.

Enfin, nombre de pays producteurs les plus peuplés voudraient « dédollariser » les échanges de pétrole et de matières premières, tandis que la zone euro, elle-même, cherche à contourner les exorbitants interdits extra-territoriaux du droit américain.

Face aux risques systémiques sur le dollar et aux protestations contre l'hégémonie US, Trump mène une contre-offensive brutale. En cherchant à décupler les importations nettes de capitaux et à diminuer le déficit commercial des USA, elle peut précipiter une grave crise mondiale de liquidité, avec un rationnement de l'offre de dollars alors que sa demande s'exacerbe. L'incertitude fait que les Banques centrales achètent à nouveau de l'or. Réapparaît ainsi le « dilemme

8. BRI, 84^e Rapport annuel, 1^{er} avril 2013 – 31 mars 2014.

9. Raddatz C. et A. Barajas : « Vulnérabilité des banques non américaines à une perturbation du financement en dollar », I.F.M. Blogs, 11 octobre 2019.

10. Projet d'institution régionale latino-américaine initié par l'Argentine et le Vénézuéla en décembre 2006. Quatre autres pays ont depuis rejoint l'initiative : le Brésil, la Bolivie, l'Équateur et le Paraguay. Le 3 mai 2007 à Quito, ces pays se sont entendus pour établir les grandes lignes de la nouvelle architecture financière régionale désormais

11. SUCRE, abréviation de « Système unique de compensation régionale de paiements » est le nom donné à l'embryon de monnaie commune qui fut adoptée le 16 avril 2009 par les membres de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) plus l'Équateur. Elle devait circuler pour commencer de manière virtuelle en tant que monnaie scripturale de référence afin d'éviter d'utiliser le dollar US dans le commerce des sept membres fondateurs : le Vénézuéla, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, le Honduras, la Dominique et l'Équateur, formant ainsi l'esquisse d'une future zone monétaire.

de Triffin » qui place la FED au défi de faire marcher toujours plus la planche à billets du dollar.

Un rapprochement de combat entre les peuples de Chine, des pays émergents, d'Amérique latine notamment, et de l'Europe paraît nécessaire contre le dominateur commun.

Faire reculer l'ordre du dollar pour un nouvel ordre international

La bataille commence ici et maintenant, à l'appui des luttes pour le modèle social, la démocratie et la planète, en cherchant à changer le comportement des banques. À partir de fonds publics régionaux et de pôles financiers publics avec nationalisations bancaires, il s'agirait d'impulser un nouveau crédit sélectif d'efficacité sociale et environnementale, refinancé par la BCE.

Il s'agirait de faire reculer l'illusion mortelle d'un euro prétendant rivaliser, au sein d'une fédération, avec le dollar dans l'attraction des capitaux, *a fortiori* avec le Brexit, pour une tout autre utilisation, confédérale et démocratique elle, de l'euro : en exigeant la création d'un Fonds européen de promo-

tion massive des services publics financé par la création monétaire de la BCE.

Au plan mondial, il faudrait tout de suite exiger une très forte émission de DTS alloués en fonction de l'importance et des besoins des populations, y compris pour la lutte pour le climat avec la dotation d'un Fonds mondial *ad hoc*.

Le rôle du dollar pourrait reculer par une entente entre la BCE, la Banque de Chine, celle de Russie et la Banque du Sud, en convertissant une grande partie des dollars en réserve au profit de leurs monnaies respectives.

Dans un effort commun avec les BRIC's, il s'agirait de mettre en cause la minorité de blocage US dans le FMI pour le refonder en vue d'une autre organisation pleinement multilatérale pour un co-développement des peuples. Et la vente ordonnée de bons du Trésor en dollars permettrait certains rachats de firmes multinationales comme a commencé de le faire la Chine, pour le pire ou le meilleur.

Au total, deux grandes visées pour une réforme radicale du système pourraient avancer :

1. Celle d'une véritable monnaie commune mondiale de coopération

à partir des DTS du FMI transformés. On viserait, d'abord avec la création monétaire du DTS puis avec cette monnaie commune, un « refinancement » des banques centrales pour que, partout, soit promu un nouveau crédit sélectif d'efficacité sociale et environnementale et pénalisés placements financiers et spéculation, par la fiscalité et le crédit.

2. Celle, deuxièmement, du développement de la prise de titres de dettes publiques par la création monétaire des banques centrales et le nouveau FMI avec la monnaie commune mondiale pour financer une expansion planétaire massive des services publics.

Utopie que tout cela ? Certes, mais réaliste... car, face aux énormes chocs à venir et avec des luttes qui vont être portées à l'incandescence, aucune perspective transformatrice et rassembleuse ne prendra durablement forme sans mise à bas de l'ordre du dollar pour un nouvel ordre de promotion de toute l'humanité et de sa niche écologique la Terre. ■■■

L'ennemi commun : les grands groupes monopolistes financiers

Wang Liqiang*

* Chercheur au CASS (Chinese Academy of Social Sciences, Beijing).

Les groupes monopolistes financiers internationaux (banques, fonds d'investissement, sociétés de gestion d'actifs) contrôlent, de façon inédite, des milliards et de milliards d'argent. Le niveau de monopole d'aujourd'hui est exceptionnel. À l'exception des dirigeants de ces groupes, tous les membres de la société sont victimes de leur exploitation. C'est

la raison pour laquelle nos sociétés sont endettées et déchirées. Ces groupes monopolistes financiers détiennent une fortune bien plus importante que le total des PIB de tous les pays du monde. Sur n'importe quel marché financier, c'est eux qui dirigent les flux financiers, le haut et le bas des bourses. Ces groupes multiplient les crises sur les marchés financiers et privent de nombreux pays de leur droit

au développement, ce qui est à l'origine de plus de 60 pays en faillite et de la poursuite des flux de réfugiés dans le monde.

La dette du gouvernement des États-Unis augmente rapidement et la crédibilité du dollar est remise en question dans le monde entier. Mais les États-Unis menacent leurs créanciers de subir d'énormes pertes économiques s'ils osent remettre en cause leur monnaie,